



POUR LA DEFINITION D'UNE STRATÉGIE ET D'UN PLAN DE SENSIBILISATION

ÉTUDE DES PERCEPTIONS ET DES REPRÉSENTATIONS DE LA RESSOURCE EN EAU, DES MILIEUX AQUATIQUES ET DES RISQUES D'INONDATIONS SUR LE BASSIN DU VISTRE

PERCEPTIONS ET REPRESENTATIONS DES JEUNES (PSE 3)



Décembre 2023



Remerciements : A Corinne Le Gal La Salle, pour avoir été la porte d'entrée de Sophie Ressouche de l'EPTB, côté université. A Somar Khaska, pour nous avoir introduit concrètement au sein de l'université et mis sur pied le groupe d'écoute constitué des Licences pro et Masters environnement et risques. A Elsa Causse pour nous avoir accueilli avec des étudiants du Master psycho-sociologie de l'environnement. A Sophie Ressouche et Bruno Ledoux de l'EPTB, pour nous avoir permis de rencontrer les élèves du Lycée de Rodilhan dans le cadre de leur conférence sur le changement climatique.

Table des matières

1	La demande initiale : Une ambition de connaissance des « publics » de l'EPTB à des fins stratégiques de communication et d'évaluation.....	5
2	Méthode déployée : un terrain auprès de 100 jeunes au révélateur de publications plus générales	6
2.1	Constitution du Panel « Jeunes »	6
2.2	Déploiement du terrain d'analyse	6
2.3	Type de résultats	7
	Un exemple de trame d'entretien collectif déployé dans le cadre du terrain.....	8
3	Résultats généraux : une défiance à l'égard de l'information institutionnelle doublée d'une impuissance dans l'engagement territorial	9
3.1	Les jeunes, l'environnement et les pratiques informationnelles, ce qu'en dit la bibliographie	9
3.1.1	Un intérêt comparé plus fort pour l'environnement	9
3.1.2	Une préférence pour les formats vidéos courts, ré-écoutables, informels.....	9
3.1.3	Pris en étau entre un besoin et une relative incapacité à agir	10
3.2	Les jeunes à Nîmes et sur le bassin du Vistre, de clairs échos aux études nationales	11
3.2.1	L'espace domestique : échelle d'analyse et d'engagement commune à tous	11
3.2.2	Une méconnaissance du contexte local et une absence d'évocation de l'action publique territoriale, voire de l'Etat	12
3.2.3	Une vision de l'avenir pessimiste, doublée d'une mise à distance.....	13
3.2.4	Des recommandations privilégiant sensibilisation et innovation technique.....	14
4	Résultats spécifiques : les enseignements concernant les thématiques de travail de l'EPBT ...	15
4.1	Enseignements concernant les inondations.....	15
4.1.1	Méconnaissance des uns, prime au témoignage des autres.....	15
4.1.2	Une évolution pessimiste liée au changement climatique et des visions systémiques qui restent rares	15
4.1.3	Communication, pratiques en temps de crise.....	16
4.2	Enseignements concernant la qualité de l'eau.....	17
4.2.1	L'importance de l'eau du robinet dans les pratiques.....	17
4.2.2	L'absence d'évocation des eaux brutes, et de leur pollutions	17
4.3	Enseignements concernant la rareté de l'eau	18
4.3.1	Changements climatiques et caractéristiques territoriales, tout le monde ne sera pas à la même enseigne	18
4.3.2	Des risques de privatisation et financiarisation qui font peur.....	18
4.3.3	Enseignements concernant les rivières et leurs milieux	19
4.3.4	Des rivières naturellement peu évoquées.....	19

4.3.5	Un regard positif de principes sur les restaurations.....	19
5	Recommandation pour la stratégie de communication	20
6	Bibliographie	21

1 La demande initiale : Une ambition de connaissance des « publics » de l'EPTB à des fins stratégiques de communication et d'évaluation

Les responsables de l'EPTB Vistre Vistrenque ont décidé d'**investiguer les perceptions et les représentations des différents enjeux relevant de ses compétences et missions auprès de différents « publics cibles »** de son périmètre d'intervention, le bassin du Vistre intégrant celui des nappes souterraines de la Vistrenque et des Costières.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des deux principales démarches territoriales portées par l'EPTB - le **SAGE Vistre nappes Vistrenque et Costières**, approuvé en avril 2020 et le **PAPI 3 Vistre** courant sur la période 2022-2028 – comportant chacune des volets communication. L'élaboration de ces outils de planification et de programmation permet en effet de disposer d'une lecture actualisée des enjeux concernant la gestion de l'eau, des milieux aquatiques et les inondations sur ce territoire, traduite dans des stratégies d'intervention finalisées, concernant :

- **L'entretien et la restauration des milieux aquatiques**, centrés sur les cours d'eau et certaines zones humides¹.
- **La gestion du risque inondation**, tant en termes de protection du territoire que de travail sur la conscience de ce risque et la réduction de la vulnérabilité du territoire exposé directement ou indirectement ;
- **La protection des nappes souterraines**, au regard des pressions qui s'exercent sur la qualité et la quantité de la ressource en eau qu'elles dispensent au territoire.

La mise en œuvre de ces stratégies d'intervention exige de communiquer auprès de différents segments de la population du territoire, recouvrant à la fois des enjeux de compréhension, de sensibilisation, d'adhésion et de mobilisation

spécifiques. Avec, à la clef, des objectifs de partage de connaissance objective, de points de vue et de jugements de valeur et d'adaptation des manières d'agir.

Dans ce cadre, si l'écoute sociologique a pour une claire vocation stratégique d'orienter les choix de communication ambitionnée² de l'EPTB, elle constitue aussi une occasion spécifique pour l'EPTB d'améliorer sa connaissance des perceptions, représentations de ses objets de gestion parmi la variété d'acteurs avec qui et pour qui elle travaille. Sur cette base, l'objectif est d'aboutir à des préconisations stratégiques pertinentes et efficaces, tant en termes de contenu/discours (accroche, messages, arguments, langage...) que de supports/modalités/relais de diffusion pour effectivement « toucher » ces publics. Elle peut constituer, sous certaines conditions, une forme de Temps 0 des perceptions et représentations permettant d'évaluer ultérieurement leur évolution.

Concrètement, **cette investigation a ciblé 5 publics distincts :**

- Le grand public ou la population habitante du territoire,
- Les élus,
- Les agriculteurs et des prescripteurs associés,
- Les entreprises et
- **Les jeunes.**

Le grand public et les élus ont été considérés comme prioritaires du point de vue de la définition d'une stratégie globale de communication sur le territoire.

¹ Il est à noter que sur le sud du bassin versant (secteur Camargue) d'une part l'EPTB Vistre Vistrenque ne dispose pas de la compétence GEMAPI, et d'autre part, le syndicat mixte de la Camargue gardoise ne dispose pas de la compétence GEMAPI et n'est compétent que sur les zones humides relevant de la politique Espaces naturels sensibles (ENS) du Département du Gard ; les autres zones humides sont du ressort de gestionnaires variés, liés aux propriétaires

fonciers (privés, communes, EPCI...), soit autonomes, soit liés par des conventions (ex. étang du Charnier entre propriétaires).

² Pour le monde agricole, le terme de communication nous paraît trop réduit pour décrire la relation à établir par l'EPTB avec ce monde en particulier, qui renvoie davantage aux pratiques de développement agricole qu'à de la communication au sens strict.

2 Méthode déployée : un terrain auprès de 100 jeunes révélateur de publications plus générales

2.1 Constitution du Panel « Jeunes »

Concernant ce panel, les attentes de l'EPTB se sont portées sur les jeunes adultes. En phase de cadrage, le comité technique a spécifié que la vocation de l'étude n'était pas d'évaluer les programmes d'éducation à l'environnement déployés en école primaire et au collège. Le public cible a été ramené aux 16-25 ans.

Il a été décidé de couvrir l'ensemble du panel d'âge et de distinguer les niveaux de conscience, connaissance et registres d'actions selon l'origine géographique, l'âge, et les types et niveaux de formation suivies (généraliste ou spécialisée / Seconde, Bac pro, Licence, Master / Nîmes, proximité de Nîmes, départements limitrophes et méditerranéens, ailleurs).

L'étude ayant une vocation stratégique en termes de communication et sensibilisation pour l'EPTB Vistre Vistrenque, nous avons approfondi le panel des spécialistes, pour évaluer leur capacité d'engagement et d'éventuel travail conjoint avec l'EPTB. En conséquence, l'enquête a été réalisée auprès d'une centaine d'individus dans le cadre 5 ateliers dédiés auprès :

- d'élèves du Lycée Agricole de Rodilhan,
 - Jeunes et encore relativement généralistes en Seconde (26 personnes)
 - Plus âgés et spécialisés, et en contact avec le milieu professionnel via leurs stage et/ou l'alternance avec des BTS GEMEAU (22 personnes) et des apprentis d'un Certificat de spécialisation pro Arrosage automatique (6 personnes)
- d'étudiants de l'Université de Nîmes,
 - Spécialistes des questions environnementales en Licence 2 Environnement (15 personnes) et en Master Risques naturels et nucléaires (15 personnes)
 - Disposant d'une formation en Sciences Humaines et Sociales en Master 1 et 2 Psychologie sociale de l'environnement (20 personnes)

« Ce rapport concerne plus spécifiquement le public des Jeunes entre 16 et 25 ans. »

2.2 Déploiement du terrain d'analyse

Le présent rapport s'appuie sur deux types d'informations collectées :

- Une analyse bibliographique sur les jeunes, les questions d'environnement et leurs pratiques informationnelles d'un côté,
- et une série d'entretiens auprès de 18-25 ans présents sur le bassin versant du Vistre, qu'ils soient originaires, habitant

permanents ou de passage pour quelque temps sur le territoire.

L'étude bibliographique ne constitue pas un état de l'art sur la question. Elle a plus vocation à consolider et mettre en perspective les résultats récoltés localement et tenter d'interpréter leur résonance à des tendances spécifiques plus large de ce public.

Deux études majeures ont été compulsées : l'une de l'ADEME et l'autre de l'UNESCO, ainsi qu'une série d'articles dont certains vulgarisés dans la publication³.

En ce qui concerne les entretiens, la **méthode de l'entretien collectif** a été retenue, l'accès au terrain paraissant plus aisé par l'usage d'intermédiaires gérant déjà des collectifs constitués, ceci sans avoir de contraintes liées aux autorisations parentales nécessaires hors du cadre scolaire ou associatif.

Sur une durée d'une heure et trente minutes à deux heures, ces entretiens opérés sous formes d'ateliers ont abordé l'ensemble des thèmes de l'étude par le biais de **méthodes d'animation permettant à la fois le positionnement et l'explicitation individuelle et le débat en collectif** : Méta-plan, positionnement spatial, vote coloré, débat ouvert ont été mobilisés.

Plusieurs enjeux méthodologiques ont émergé et notamment :

- **Lié à l'âge**, les personnes interrogées ne se représentant pas toujours formellement l'organisation territoriale et publique, nous avons préféré partir de l'expérience personnelle avant de monter en généralité autour des questions territoriales.
- **Lié aux origines géographiques diverses**, les personnes interrogées n'étant pas toujours en mesure de parler de la région nîmoise et du bassin du Vistre. Nous leur avons proposé de travailler à partir d'un gradient géographique, permettant de



spatialement distinguer ceux de la région de Nîmes et les autres. Au-delà, les questions n'ont pas été centrées sur Nîmes et la connaissance/pratique de ce territoire permettant à chacun de s'appuyer sur son expérience spécifique, l'enjeu étant pour l'équipe d'animation de situer leur point de vue plutôt que de le guider. Quelques relances ont néanmoins permis de saisir les niveaux de connaissance des non-locaux.

- **Lié au contexte académique** : Il est possible que les personnes interrogées soient enclines à vouloir être validées par l'enquêteur en cherchant à donner les « bonnes » réponses issues notamment de leurs apprentissages en cours d'acquisition. N'étant pas l'objectif de la démarche que de juger de leur connaissance sur ce plan, nous avons orienté les questions d'ouverture orientées sur leur vision personnelle de l'avenir, de manière à les dégager d'un sentiment de validation obligatoire.

Un exemple de programme est présenté page suivante. A noter que ces partis pris ont impliqué des biais méthodologiques et fait l'objet d'une interprétation critique par les Masters en Psychologie sociale avec lesquels les enquêteurs ont travaillé dans le cadre d'un workshop dédié.

2.3 Type de résultats

Le présent rapport livre trois types de résultats :

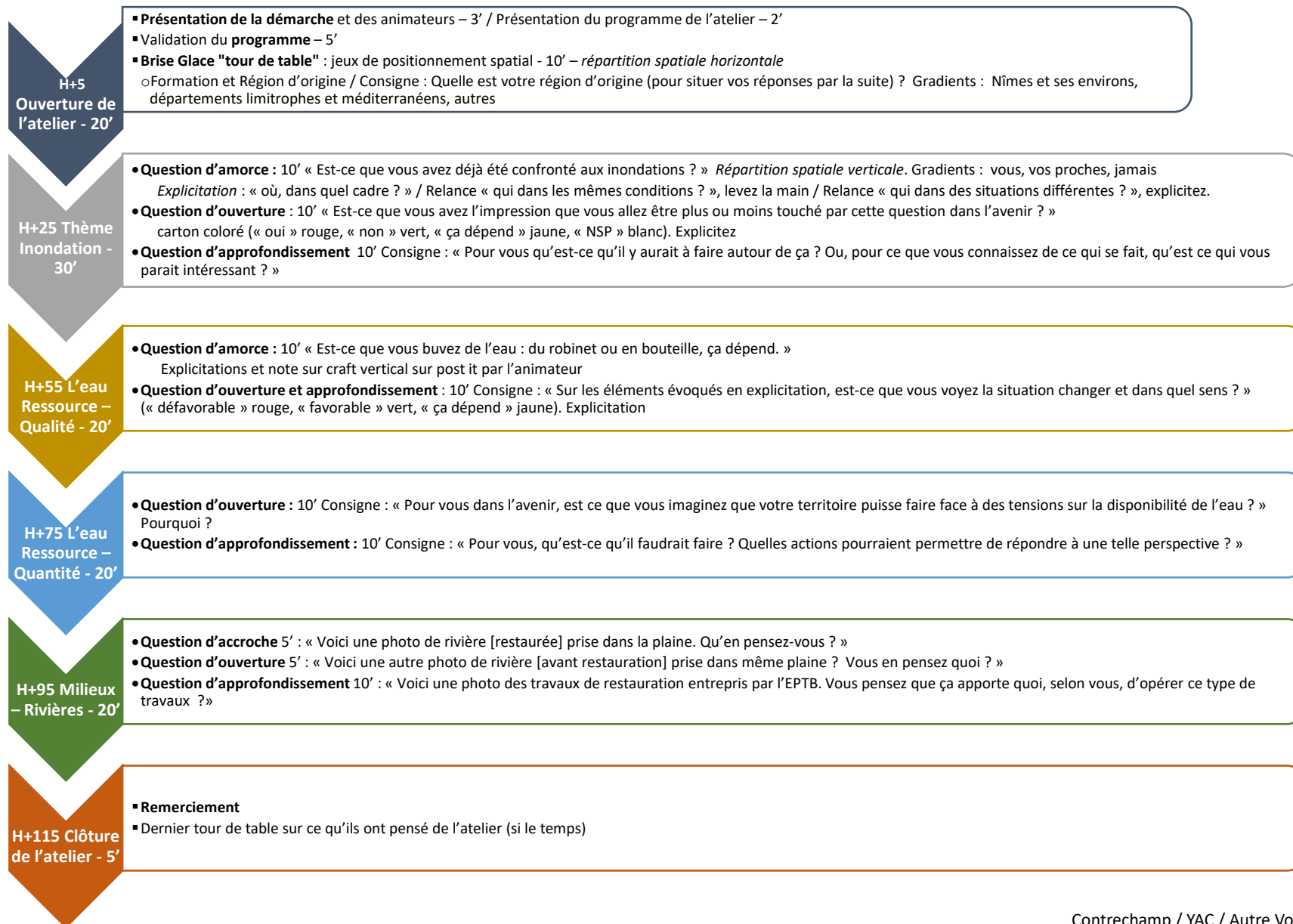
- Une mise en perspective de l'intérêt des jeunes pour l'environnement et de leurs pratiques informationnelles.
- Une analyse spécifique des perceptions et représentations des thématiques gérées par

l'EPTB (inondations, rareté des ressources, qualité des ressources, et rivières).

- Des conclusions et recommandations en termes de stratégie de communication de l'EPTB vis-à-vis du public jeune.

³ Cf. Bibliographie annexée

Un exemple de trame d'entretien collectif déployé dans le cadre du terrain



3 Résultats généraux : une défiance à l'égard de l'information institutionnelle doublée d'une impuissance dans l'engagement territorial

3.1 Les jeunes, l'environnement et les pratiques informationnelles, ce qu'en dit la bibliographie

3.1.1 Un intérêt comparé plus fort pour l'environnement

La bibliographie scientifique consultée (ADEME, Guérin, Lachance) est unanime : Les jeunes ont un intérêt pour l'environnement plus fort que leurs aînés. **85 % considèrent spontanément les enjeux environnementaux comme très importants**, contre 15 point de moins pour les autres générations.

Comme dans le reste de la population, cet intérêt est **plus ou moins important selon le niveau d'étude**. D'un point de vue transgénérationnel, 20 points séparent les diplômés du supérieur (important pour 75% d'entre eux en moyenne) du reste de la population (55%).

Leur niveau d'observation est cependant moins précis que celui leurs aînés et **leurs préoccupations globalement moins incarnées** que les adultes qui, pour leur part différencient naturellement leurs appréciations selon les

ressources ou services spécifiques en jeu (eau, air, sol, etc.), ce que les jeunes ne sont pas capables de faire dans leur ensemble.

Comparés aux autres catégories d'âges, les adolescents et jeunes adultes

éprouvent **un sentiment d'urgence à agir plus important** que leurs aînés. Ils portent une attention plus aigüe aux situations de crises environnementales et leur accumulation et mobilisent plus fortement les thématiques de l'effondrement que leurs générations plus âgées. A ce titre, ils semblent avoir **plus confiance dans les résultats scientifiques** que les autres générations (+ de 80 % de confiance).

« Une attention plus aigüe aux situations de crises environnementales et leurs accumulations »

3.1.2 Une préférence pour les formats vidéo courts, ré-écoutables, informels

Plusieurs publications (Mercier, Wagnon, ADEME) constate **un abandon progressif de l'écrit**, qui n'est plus consulté que par 50 % ou moins des jeunes actuels. Plus généralement, **les médias traditionnels semblent passer au second plan** et plus spécifiquement les rituels d'informations

quotidiens être complètement abandonnés. Parmi les plus emblématiques, on peut citer l'abandon de la matinale radio, mais aussi du 20h télévisé.

Il est intéressant de noter qu'**en cas de crise, les jeunes semblent néanmoins se réaligner sur les pratiques informationnelles de leurs parents**, privilégiant pour une courte durée, la parole journalistique ou officielle.

Pour le reste, **ils préfèrent les formats vidéo court, ré-écoutables et incarnés** par des personnalités informatrices déployant les

« Des personnalités informatrices se plaçant au même niveau qu'eux, avec les mêmes codes, recommandées par les pairs via les réseaux sociaux »

mêmes codes que leur génération. Ils se détournent donc progressivement de l'information journalistique « descendante » et « institutionnalisée », **pour se tourner vers des « influenceurs » et « streamer »** se plaçant dans une posture d'égalité avec leur auditoire. Mercier insiste sur la confiance en les « pairs » et la capacité d'investir d'abord une information proposés par des amis, des camarades de classe que par les institutions pour lesquels ils expriment une certaine défiance de principe.

Paradoxalement, ils ont moins confiance en ces sources d'informations que dans les productions journalistiques traditionnelles, expliquant peut-être pourquoi ils ne les abandonnent pas complètement.

Enfin, cette génération semble éprouver une fatigue informationnelle plus importante et dont les causes sont à trouver dans le sentiment d'impuissance qui les caractérisent, développé dans le point suivant.

3.1.3 Pris en étau entre un besoin et une relative incapacité à agir

Du côté de l'engagement, cette tranche d'âge semble souffrir d'un **sentiment de double injonction**. 75 % d'entre eux déclarent « devoir agir » en faveur de l'environnement.

« Un engagement personnel domestique qui pèse trop peu face à l'urgence ressentie »

capacité de passage à l'action ne les satisfait pas. Si 65% se déclarent engagés,

leur principale entrée dans l'action semble passer par les gestes du quotidien : le tri des déchets, la chasse au gaspillage, etc. Malgré cette mise en mouvement, ils expriment le sentiment qu'**un tel engagement personnel ne pèse rien ou trop peu face à l'urgence ressentie**.

Guérin analyse ce sentiment d'impuissance à l'aune de leurs faibles moyens économiques. Alors que les messages institutionnels appellent aux investissements dans l'isolation des bâtiments, les infrastructures de stockage pluvial, la désartificialisation des sols, ils sont incapables structurellement de répondre à ces injonctions, n'étant pas propriétaires, ni ne disposant des fonds nécessaires pour investir le changement à

travers la modification des infrastructures. En conséquence, ils semblent **investir des actions moins coûteuses et optent préférentiellement pour une modification de leurs pratiques** de consommation, l'upcycling, etc. **tout en considérant que cela n'est ni suffisant** et/ou ni cohérent. Certaines publications parlent de « honte » (Lachance) de ne pas être à la hauteur de leurs propres convictions ou inquiétudes.

L'étude de l'ADEME explicite par ailleurs clairement **leur difficulté pour investir le champ de l'action publique**. L'engagement partisan ou idéologique ne constitue pas un vecteur de mobilisation préalable. 25 % d'entre eux déclarent boycotter certaines marques au titre de leur mauvaise image environnementale, et moins de 15% déclarent manifester politiquement ou s'engager dans des associations de plaidoyer. Malgré leurs regrets de ne pas en faire plus, la marche semble trop haute dans ce registre, Lachance

expliquant, avec quelque ironie que **« Tous les jeunes ne sont pas Greta Thunberg »**.

« Investir le champ de l'action publique, une marche trop haute pour la plupart d'entre eux »

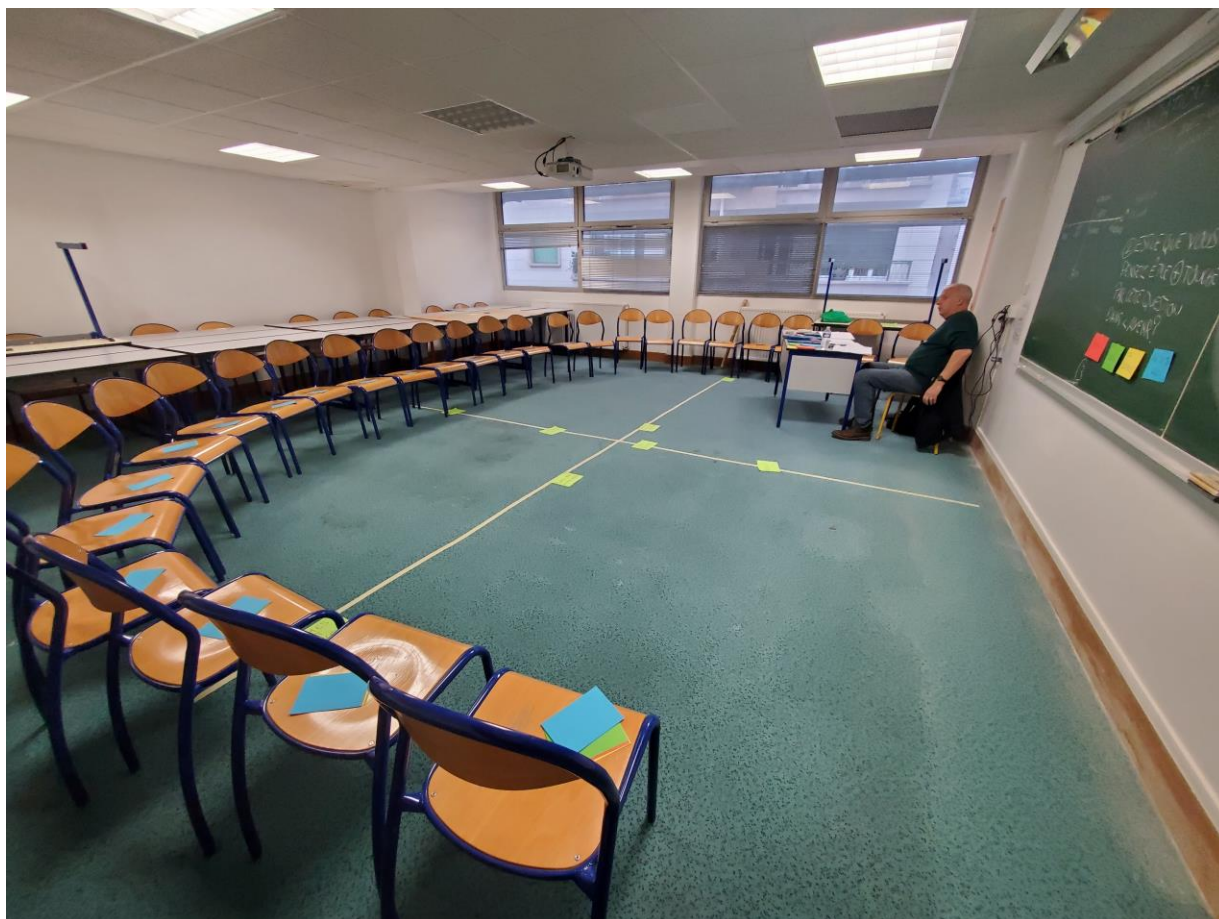


Figure 1. Une salle de l'université de Nîmes dans l'attente des étudiants

3.2 Les jeunes à Nîmes et sur le bassin du Vistre, de clairs échos aux études nationales

Parmi l'ensemble du panel interrogé, **les situations personnelles paraissent très diverses**. L'origine géographique, la globale faible connaissance du territoire, les différences d'âge et d'apprentissage constituent autant d'éléments

déterminant des positions contradictoires et différenciées.

Un certain nombre de caractéristiques communes et ordonnables se dégage néanmoins et parmi elles :

3.2.1 L'espace domestique : échelle d'analyse et d'engagement commune à tous

L'expérience domestique constitue clairement une source commune d'ancrage à tous les enquêtés, s'exprimant **différemment selon les âges**.

Au niveau Seconde, elle constitue la seule sphère de responsabilité environnementale identifiée, et **porte les stigmates des messages parentaux répétés sur une base quotidienne** : limiter ses temps de douches, ne pas laisser le robinet

allumé (sic), trier les déchets, etc. Un ensemble de consignes **auxquels les enquêtés se sentent obligés de se conformer** sans pour autant être capables d'en justifier localement les fondements, faute de connaissance.

Au niveau Bac et Licence, **cet univers domestique est mis en perspective avec une certaine capacité de consommation personnelle** et les choix qui en découlent : création de déchets,

impact sur sa propre santé, impact environnemental des producteurs, etc. **Une première vision systémique, collective et publique émerge**, souvent centrée sur la responsabilité du secteur industriel au titre des pollutions qu'il génère. Notons à ce titre que l'agriculture est totalement absente des représentations du panel interrogé, même sur relance. C'est le plastique qui revient le plus fortement, matière connotée très négativement sur le plan sanitaire d'abord et parfois environnemental ensuite.

En Master, les enquêtés poussent l'analyse systémique dans deux directions différentes : une analyse des chaînes de valeur du commerce international en termes de pressions sur la ressource en eau d'un côté, et **l'évocation de différences territoriales quant à la sensibilité de la question de l'eau** que l'on parle d'inondation, de rareté de la ressource, de pollution, ou de milieux aquatiques. Sur le premier sujet, la notion de *blue print* ou empreinte eau des objets

manufacturés a été évoquée plusieurs fois, avec l'idée de contraindre les marchés à se réguler sur cette question. Sur le second, si des différences territoriales sont identifiées, elles sont souvent peu ou mal étayées et font l'objet de contresens malheureux, faute de connaissances (« il ne peut pas y avoir de manque d'eau au nord de la France », par exemple).

En résumé, **plus l'âge et le niveau d'études des enquêtés avancent, plus ils se montrent en capacité d'interpréter leurs contingences domestiques dans le cadre d'une approche systémique de type « déterminant-pression-impact-réponse »**, pierre angulaire de la gestion de l'eau. Les parties « déterminant » et « impact » ont cependant, et contrairement aux adultes, des difficultés à être caractérisée localement, intimant parfois chez l'auditeur une lecture de leur connaissance comme étant peu incarnée (la majorité) ou prise dans des considérations idéologiques générales (une minorité), certains manquant des deux.

3.2.2 Une méconnaissance du contexte local et une absence d'évocation de l'action publique territoriale, voire de l'Etat

Moins d'un quart de notre panel est originaire de Nîmes ou du Gard avec cependant une variation majeure avec l'âge. Si au Lycée agricole, la majorité du groupe est issue de ce territoire, il tombe à 10 % chez les Masters et se situe dans un entre-deux pour les Licences. En conséquence, **le niveau de connaissance du patrimoine local de l'eau et des rivières est structurellement très faible**, malgré les spécialités dédiées aux questions environnementales des étudiants interrogés. A titre d'exemple, la plupart des étudiants extérieurs ne connaissent pas les consignes locales à appliquer en cas d'inondation, sans parler de l'origine de l'eau du robinet, sa qualité, ou encore les pressions sur les rivières. La plupart n'ont pas de voiture permettant d'arpenter la campagne autour de Nîmes. Le Vistre, dans ce contexte est inconnu, sauf exception et notamment par quelques rares élèves ayant opéré des visites de terrain avec l'EPTB.

En ce qui concerne les locaux, ce niveau de connaissance est directement corrélé à leur âge, mais aussi à leur commune d'origine. Les Nîmois, mais aussi des étudiants originaires de Vergèze ou Vauvert ont une conscience et connaissance intimes des inondations fondée généralement sur leur expérience ou celle de leurs proches. Ils sont capables d'en expliquer les raisons et les modalités et aussi citer les principales consignes données en milieux scolaires. Tous avaient des expériences à relater à ce sujet, vécues de près ou de loin. Concernant les autres thématiques, les connaissances baissent drastiquement. Le Vistre est vaguement connu de nom, les ressources en eau nécessitent force relances.

Outre le patrimoine aquatique local, **c'est l'action publique locale qui est absente de l'ensemble des discours.** La régulation politique et la gestion technique locale n'existent pas dans les représentations des étudiants, que ce soit celles

de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs groupements. Plus globalement, sauf exception, les étudiants rencontrés ne s'appuient sur aucun discours politique préconstruit, témoignant d'une très faible lecture/culture politique des questions de gestion d'eau et de ressource.

Les notions d'aménagement du territoire, de partage de la ressource, de gestion de crise anticipée ou d'entretiens du patrimoine sont peu

mobilisées, sauf par les quelques adultes en formation professionnelle (BTS, Bac pro) présents à nos ateliers.

En résumé **avec le public jeune**, nous sommes en présence d'un **public disposant d'un fort intérêt pour les questions environnementales mais rencontrant des difficultés à incarner et ancrer ces dernières dans un espace politique territorial local.**

3.2.3 Une vision de l'avenir pessimiste, doublée d'une mise à distance

Sur les quatre thématiques abordées, **les inondations et la rareté de l'eau focalisent l'attention quant à l'avenir.** Les questions de qualité de l'eau ne semblent pas être considérées en mouvement, et les milieux aquatiques ne constituent pas une question centrale dans les représentations du panel interrogé, sûrement faute d'ancrage territorial général.

Pour les deux premières, le changement climatique constitue clairement la variable principale, si ce n'est unique, face à l'avenir. Unaniment, ils considèrent que les événements extrêmes vont augmenter et relient cette lecture spécifique à une dynamique plus large de mise à mal des conditions d'assouvissement des besoins primaires des Hommes et des écosystèmes.

S'ils expriment **une vision très pessimiste**, quand on somme l'ensemble de leurs interventions, on reste cependant frappé par **une certaine mise à distance** quant aux implications de l'avenir qu'ils décrivent. Sauf exception, ils n'expriment pas d'angoisse franche et pas d'urgence à agir, tout en égrenant les conséquences des dynamiques en cours : hausse disproportionnée du prix de l'eau, manque de nourriture, migration forcée, incapacité d'adaptation, hausse des conflits armés, rupture de la justice sociale et hausse spectaculaire des inégalités.

A ce titre, ils mobilisent deux registres d'évocation des problèmes : un discours hyper globalisé d'un côté et une hyper différenciation spatiale de l'autre. Le premier évoque l'ensemble de ces

problématiques comme si l'espace personnel pourrait ne pas être touché. D'autres lieux seront impactés avant, et en des termes plus aigües que la France, inspirant une forme de réassurance d'un côté et une forme de retenue polie de l'autre, considérant peut-être une forme de privilège de leur situation à l'échelle mondiale. La seconde approche entendue vise, au contraire, à différencier les lieux de manière très précise, et chacun d'expliquer les atouts et faiblesses supposées des territoires qu'ils connaissent. Les territoires déjà en souffrance devraient souffrir plus (Nîmes, Méditerranée, DOM inclus) et les territoires de montagne ou du nord ne pas être impacté structurellement, même si ces approches peuvent susciter quelques débats.

Dans ce cadre d'approche, **nombreux sont ceux qui interrogent l'avenir de manière individualiste et notamment leur trajectoire personnelle à venir.** Certains comptent retourner chez eux, dans leur milieu familial, parce qu'ils « connaissent », ceci quelle que soit la vulnérabilité en cours et à venir de ce territoire. D'autres visent des territoires qui devraient moins souffrir comme le Nord de la France, les Cévennes, les zones à climat océaniques de l'Ouest. Ces interrogations personnelles se prolongent quant à leur avenir professionnel. Le changement climatique est-il une opportunité ou une menace ? Chez les techniciens de l'ingénierie (arrosage, AEP, STEP, Risques), la plupart y voient une perspective rassurante pour leur entrée dans le marché de l'emploi. « On va avoir besoin de nous ». D'autres

évoquent le risque de crise majeure et de retournement de cette opportunité, à terme.

3.2.4 Des recommandations privilégiant sensibilisation et innovation technique

Enfin, et pour finir quant à cette approche globale, quand on leur demande ce qu'il faudrait faire pour répondre aux enjeux qu'ils identifient (voir le détail dans la partie suivante) deux gammes principales de réponses sont amenées :

- Le recours aux **solutions techniques** et l'innovation et
- Le recours à la **sensibilisation**.

« Les incitations financières, la contractualisation, la planification, les régulations et obligations publiques sont très peu évoquées »

Pour la première, et notamment les BTS et Licences et Masters d'ingénierie, il existe en effet

l'expression d'une **réelle confiance en la science** et ce que d'autres Masters ont appelé, de manière critique, l'approche « techno-solutionniste ». Cette catégorie du panel ne nie pas les problèmes à venir, mais considère que l'ingéniosité des sociétés saura y faire face. « Il ne faut pas créer d'anxiété, ne pas faire peur, **il faut trouver des solutions** ». Parmi ces dernières, les hausses de rendement, les créations de stocks, la réutilisation des eaux usées traitées, la recherche végétale, constituent autant d'opportunités pour faire face aux défis de demain, sans toucher aux trajectoires de développement de la société. Dans ce cadre, l'argent et les moyens dédiés à la recherche et ses déploiements constituent une priorité.

La seconde revient plus unanimement, comme un mantra collectif, avec une volonté de « **changer les habitudes** », principalement de consommation, par des activités de plaidoyer, de

pédagogie et de communication. Cette vision est intéressante puisqu'elle postule globalement une liberté et une capacité d'orientation de la société par l'acte de consommer et que c'est à la demande de dicter une forme de sobriété responsable à l'amont des filières.

En contrepoint, les incitations financières, la contractualisation, la planification, les régulations et obligations publiques sont très peu évoquées pour orienter les sociétés face aux défis à venir. Il n'y a bien que l'idée de « concertation », mobilisée par une minorité, qui fasse écho aux outils politiques territoriaux, sans doute à lire en écho avec l'absence de lecture politique des phénomènes évoqués.

Au-delà, si deux ou trois personnes ont bien évoqué une forme de complexité systémique, évoquant des modifications de filières mondialisées, des enjeux d'aménagement du territoire avec des inerties intergénérationnelles, ils expriment de manière sous-jacente le sentiment que la tâche est « énorme » quand l'on remonte les chaînes de valeur ou de régulation. Dès lors la question devient alors « par où et comment » prendre ces questions à bras le corps quand les enjeux sont intriqués et à grande échelle (mondiale)... Une sorte de vertige et d'impuissance s'exprime malgré une vision plus complète des phénomènes en jeu.

En résumé, le territorial, la planification, la restauration et la régulation sont globalement absents des solutions (sauf exception), avec une préférence pour la science et des actions d'incitations au changement culturel profond.

4 Résultats spécifiques : les enseignements concernant les thématiques de travail de l'EPTB

4.1 Enseignements concernant les inondations

Contrairement aux habitants et élus adultes, la question des inondations ne prend pas la majeure partie de la place dans le cadre des entretiens. Elle est néanmoins considérée comme une thématique en évolution négative, principalement liée au changement climatique. Localement, il existe une certaine ignorance des non-locaux de la vulnérabilité territoriale du bassin versant, rapidement comblée lors de l'annonce de premiers épisodes méditerranéens, la mécanique territoriale, les institutions scolaires et la culture locale jouant bien leur rôle d'informateurs sur le sujet.

4.1.1 Méconnaissance des uns, prime au témoignage des autres

Comme pour les autres panels, le témoignage suscite toujours une écoute de qualité par les pairs. Ce format, constitue clairement une forme à privilégier pour la communication. **Tous les locaux expliquent avoir une expérience de près ou de loin avec les inondations** : « de l'eau dans la maison, du ruissellement jusqu'aux genoux, des parents qui mettent en sécurité ». Pas de traumatisme cependant au sein de cette génération. Si les non-locaux en profitent pour glaner des informations sur ce type d'expérience, c'est avant tout les jeunes issus des DOM et de l'étranger (Caraïbes, Afrique) qui témoignent d'expériences similaires, plutôt liées à des ouragans ou tempêtes tropicales, mais relevant d'un même registre d'épisodes exceptionnels exigeant la mise en sécurité des personnes.

Les autres expliquent ne pas avoir eu d'informations préalables à leur venue. « Moi je m'attendais aux canicules, pas aux inondations ». Face à cette vulnérabilité territoriale qu'ils découvrent, les plus récents expliquent ne pas connaître les consignes à mettre en œuvre. Ceux qui habitent sur le territoire depuis plus d'un an déclarent avoir **pris conscience des enjeux et des pratiques à mettre en œuvre dans le cadre des premiers épisodes méditerranéens.** La communication dans le cadre scolaire, des transport en commun et par les locaux semble fonctionner en temps d'alerte.

« Moi je m'attendais aux canicules, pas aux inondations. »

4.1.2 Une évolution pessimiste liée au changement climatique et des visions systémiques qui restent rares

Unaniment, les jeunes rencontrés estiment que la question des inondations va s'aggraver. Le changement climatique est le principal facteur explicatif mobilisé avec deux sous-dimensions : **une exacerbation des événements extrêmes** d'un côté, et **la hausse du niveau des mers** de l'autre avec à la clef l'émergence des questions de submersions marines. Si le premier facteur est mobilisé par tous, le second l'est par une

personne originaire de l'aval du territoire et par les jeunes issus des territoires côtiers méditerranéens, atlantiques et d'outre-mer. Pour eux, le bassin versant ne devrait pas échapper à ce type de dégradation de sa situation.

Les locaux, et plus particulièrement les Nîmois mobilisent le thème des ouvrages de protection pour envisager les évolutions en cours. Ils estiment que la vulnérabilité du territoire est en

partie moins élevée grâce au programme CADEREAU qu'ils connaissent (ils évoquent une protection centennale). Cela étant, ils estiment que cette amélioration n'est pas suffisante face à la hausse des aléas liée au changement climatique, avec la crainte exprimée par certains de voir se multiplier les événements pluricentennaux, voire millénaux.

Une minorité est capable d'évoquer spontanément les autres facteurs de causalité que sont l'artificialisation des sols, l'augmentation des ruissellements, les constructions en zones inondables. Ceux-ci (une poignée d'étudiants de Master), estiment que, associée aux impacts des changements climatiques, la tâche est immense pour ne serait-ce que compenser les évolutions historiques et futures cumulées. L'interdiction stricte de construction en zone inondable et la destruction de celles déjà construites et soumises à des risques réguliers leur paraient la solution la plus simple à mettre en œuvre. La restauration de cours d'eau et zones humides n'est soulignée qu'une fois, positivement sur le principe, mais insuffisante en termes d'impact sur l'enjeu à gérer.

4.1.3 Communication, pratiques en temps de crise

Les jeunes ont déserté les canaux classiques de l'information du temps de crise, que sont la radio et la télévision. Ils accèdent à leur contenu par internet, impliquant le maintien en marche des réseaux électrique et téléphonique mobile.

L'information par les pairs sur les réseaux sociaux semble primordiale pour saisir l'importance du phénomène en cours. Une fois informés, et contrairement aux habitudes quotidiennes, ils sont intéressés par les informations « officielles et institutionnelles ». S'ils sont chez leurs parents, ils réinvestissent momentanément les canaux télévisuels et radiophoniques que leurs parents utilisent.

Comme pour les autres, et une fois acculturés à la vulnérabilité locale du territoire, **ils savent que la**

Au-delà de ces aspects météorologiques et d'aménagement du territoire, trois personnes soulignent **la plus grande vulnérabilité de nos sociétés aux « black-out réseaux »** (internet,

« Les ouvrages de protection sont positifs mais ne compensent pas le changement climatique, ni l'urbanisation historique inadaptée sur la question ».

électricité, transport).

La gestion de crise et les systèmes d'alerte sont étrangement absents des discours, alors qu'ils étaient très présents chez les adultes. Ne disposant pas de biens à mettre en sûreté (ni de la responsabilité familiale), la fiabilité relative des alertes oranges est peut-être moins coûteuse que pour les autres catégories d'âge (pas de voiture, pas propriétaire de leur habitation, habitant en appartements situés hauteur).

consigne principale est de ne pas bouger. Comme pour les autres panels, se posent plusieurs questions : quelle réactions quand les institutions hiérarchiques donnent des consignes contradictoires (écoles, parents, employeurs) ? Que doivent-ils faire s'ils sont déjà en mouvement quand ils sont informés de l'alerte ? Quels sont les espaces de mise sécurité quand on n'est ni chez soi, ni chez les amis, ni au travail ou à l'école ?

Certains témoignent aussi **d'une certaine appétence au risque.** Plutôt des hommes, des non-locaux déclarent sans crainte qu'ils aimeraient bien être témoin d'un épisode méditerranéen majeur et les locaux expliquent parfois prendre de façon distanciée les injonctions à la mise en sécurité « tant qu'on n'est pas en alerte rouge. »

4.2 Enseignements concernant la qualité de l'eau

Comme pour les inondations, le panel jeunes prend en quelque sorte le contrepied par rapport aux enseignements du panel habitants. Alors que 50 % des enquêtés adultes ont déclaré boire de l'eau en bouteille, ils ne sont plus que 10% chez les jeunes. Ils n'ont pour autant pas plus de connaissance des eaux brutes et de leur qualité, focalisant leur attention et leur confiance sur l'eau distribuée post-traitement. Comme chez les autres acteurs, les nappes ne sont pas identifiées et l'impact de l'agriculture minimisé, voire occulté.

4.2.1 L'importance de l'eau du robinet dans les pratiques

Le résultat est sans appel : **9 jeunes sur 10 du panel boivent de l'eau du robinet**, le reste du panel se partageant entre eau en bouteille et eau filtrée. **Plusieurs contingences semblent peser sur ces choix et notamment :**

- Dans un panel où 50% sont issus d'autres territoires, ils évoquent **une habitude familiale de consommation** de l'eau du robinet qu'ils n'ont jamais vraiment questionné.
- **La dimension gustative** est souvent évoquée comme un facteur pouvant orienter vers la consommation d'eau embouteillée, celle de Nîmes étant réputée comme assez mauvaise.
- **Le prix moins élevé de l'eau potable** par rapport à l'eau en bouteille, notamment pour ceux gérant leur propre budget, généralement limité.
- **Une aversion culturelle répandue face aux contenants plastiques** (et pour le plastique

en général) **plus élevée** que chez leur aînés et notamment une perception négative d'un point de vue sanitaire (microparticules, etc.).

- **Une image plus favorable de la gestion publique de l'eau** que celle intéressée des firmes industrielles, ayant globalement mauvaise presse au sein de ce panel, notamment pour ce qui est de la transparence.
- **Et plus rarement exprimée, une question d'engagement politique**, l'eau étant considérée comme un bien public à défendre par ses choix de consommation, un certain nombre étant contre la privatisation de la gestion de l'eau.

« Une meilleure image de la gestion publique de l'eau. »

4.2.2 L'absence d'évocation des eaux brutes et de leurs pollutions

Si des méfiances existent quant à la qualité de l'eau distribuée, elles peinent à s'incarner localement faute de connaissance de l'origine de l'eau bue, et donc de lecture des pollutions qui pourraient l'impacter.

Une minorité évoque des enquêtes qui ne rassurent pas complètement, notamment en lien avec la mise à jour récente de l'existence des PFAS. Plus globalement, il existe l'idée que la qualité de l'eau potable n'est certainement pas

parfaite, mais pas plus que celle des aliments qu'ils consomment, car faisant l'objet de pollutions « résiduelles » qu'ils acceptent. Mais leur connaissance apparaît trop limitée pour donner corps à des interrogations plus concrètes. L'origine de l'eau distribuée n'est pas claire et l'existence de la nappe n'émerge que sur relance insistante des interviewés. Leur connaissance des activités impactantes est faible. Ils incriminent volontiers les industriels, mais n'évoquent pas les pollutions agricoles.

4.3 Enseignements concernant la rareté de l'eau

Pour les personnes rencontrées, la rareté de l'eau semble constituer le problème prioritaire dans l'avenir. Impactée très négativement par le changement climatique, elle va interroger l'avenir de certains territoires déjà déficitaires et plus globalement leur capacité à organiser un partage de l'eau équitable et qui reste public. La sobriété, l'amélioration des rendements, le stockage et la réutilisation sont conçues comme les principales portes de sortie face à ces tensions. La situation locale du bassin du Vistre est très peu évoquée, faute de connaissances précises.

4.3.1 Changements climatiques : tout le monde ne sera pas logé à la même enseigne

De nombreuses interventions sont porteuses de l'idée que **les années exceptionnellement sèches récentes pourraient devenir la norme**. Dans ce contexte, et pour ce qu'ils en connaissent, **trois types de niveau de vulnérabilité sont identifiées** aujourd'hui pour interpréter l'avenir :

- **Les territoires déjà en difficultés**, aux climats secs, dépourvus de réserves souterraines, isolés ou en déficits d'infrastructures majeures. Sont notamment cités le sud de la France et les DOM (Guadeloupe, Mayotte, Réunion).
- **Les territoires qui se découvrent des difficultés**, tels que la Vendée.
- **Les territoires a priori épargnés de difficultés structurelles à 50 ou 60 ans**, car disposant d'une pluviométrie confortable et répartie sur l'année ou de réserves abondantes, souterraines ou lacustres. Sont citées le nord de la France, les Landes, les montagnes ardéchoises ou les Cévennes.

Concernant le bassin du Vistre, un peu comme pour les adultes, leur connaissance des ressources locales semble trop limitée pour qu'ils s'autorisent à qualifier la situation locale. Si le Rhône est parfois cité naturellement pour l'AEP, les nappes et canaux de BRL associés aux ASA ne sont que rarement identifiés.

Au-delà, et contrairement aux adultes, l'attractivité du territoire et les hausses de la demande

associées n'ont pas été évoquées. Les industriels consommeraient trop d'eau de manière générale et devraient/pourraient être impactés/limités dans le futur.

« Les jeunes ne peuvent pas qualifier la situation du bassin du Vistre quant à la rareté de l'eau ».

4.3.2 Des risques de privatisation et financiarisation soulevant des craintes

Le partage de l'eau focalise beaucoup l'attention. Pour ce public, il existe un réel risque de privatisation des ressources, de renchérissement des coûts et des prix de l'eau, de conflits y compris géopolitiques pour son accès. Ce risque d'appropriation privée et de conflictualité inquiète, ainsi qu'un risque

de creusement des inégalités sociales sur ce plan.

Pour une poignée élargissant le champ d'analyse, **les écosystèmes risquent d'être les perdants des arbitrages** en cours et **la société de perdre les services sur lesquelles elle s'appuie aujourd'hui.**

4.3.3 Enseignements concernant les rivières et leurs milieux

4.3.4 Des rivières naturellement peu évoquées

Globalement, **les rivières et milieux aquatiques sont le parent pauvre des évocations faites par les jeunes**. Une poignée de Masters environnement ont évoqué l'impact de l'artificialisation au sens large et la destruction spécifique des zones humides, ceci sans s'attarder sur les cours d'eau, leur morphologie et les services écosystémiques associés, qu'ils soient hydrauliques, écologiques ou culturels.

Les relations hommes-rivières sont floues et généralement non évoquées. Les aménagements

agricoles du territoire ne sont pas connus et en leur sein, les opérations de recalibrage historiques non identifiées. Les nécessités, organisations et contingences d'entretien ne sont pas non plus évoquées.

Sur relance, les jeunes confirment qu'ils n'ont pas l'occasion d'aller en bord de rivière. Ils ne sont pas pêcheurs, ne disposent pas de véhicule pour se rendre en bord de cours d'eau. Quant aux locaux, ils n'identifient pas le Vistre comme un espace d'usage accueillant sur le territoire.

4.3.5 Un regard positif de principes sur les restaurations

Seuls les étudiants ayant opéré une visite de terrain (a priori sous la houlette de l'EPTB) **se montrent en capacité de parler des bénéfices et implications de la restauration de cours d'eau**.

Dans ce cadre uniquement, deux étudiants ont déployé une description fine des bénéfices attendus d'une telle entreprise. Une habitante de Vauvert a également explicité le fonctionnement hydraulique de l'aval du bassin, entre apport d'eau de l'amont et dynamique de ressuyage dépendante des entrées marines.

Après explicitation et description sur la base de photos témoins, **les groupes ont globalement appuyé positivement ces initiatives de restauration**, sans pour autant en appréhender le détail des tenants et aboutissants. D'un point de vue des aménités à en attendre, ils y ont vu rapidement des opportunités de cheminement,

d'ombrage donnant envie d'accéder aux zones restaurées. Ils n'ont pas naturellement évoqué l'intérêt de création de voies vertes en bordure de cours d'eau, cette possibilité étant peut-être trop éloignée de la connaissance très parcellaire du Vistre. Les deux étudiants ayant visité le Vistre ont expliqué qu'on s'y baignait auparavant, tout en rappelant qu'aujourd'hui en été, les débits semblaient se réduire aux sorties de STEP.

Au-delà, **les bénéfices pour les écosystèmes leur paraissent répondre à un enjeu de compensation des destructions passées**, tout en soulignant que si ces actions sont positives, elles ne suffisent pas face aux dynamiques climatiques et l'artificialisation du territoire.

Contrairement aux adultes, ils n'ont pas évoqué la banalisation paysagère de la plaine et son global désintérêt à l'échelle locale.

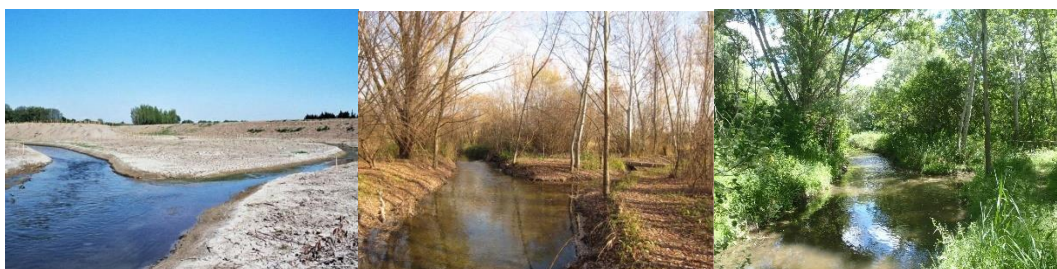


Figure 2. Chronologie d'une revitalisation, utilisée en atelier pour déclencher les discussions.

5 Recommandation pour la stratégie de communication

Pas une cible prioritaire pour l'instant

- **Kit de base à réaliser**
- **Elus, cible prioritaire**
- **Défiance dans la communication institutionnelle**
- **Cible en mouvement (faible capitalisation dans le temps)**

Préférence pour l'action et la communication par les pairs

- **Une volonté d'agir à assouvir**
- **Leur proposer de participer à vos projets**
- **Les faire produire eux même les supports de communication vers leurs pairs**

Un regard plus favorable aux enjeux traités par l'EPTB

- **Une préoccupation pour l'environnement plus aigüe**
- **Un enjeu de s'adjoindre leur participation dans certaines discussions politiques prospectives (Conférence Vistre, changement climatique, etc.)**

S'appuyer sur des réseaux enclins à coopérer

- **Des partenariats déjà actifs, à mobiliser à moindre coût**
- **Continuer le travail avec le Lycée agricole, les Licences et Masters Environnement**
- **Ouvrir une coopération avec le Master Psychologie environnementale (cas pratiques, enquêtes de**

6 Bibliographie

ADEME, « Le dialogue intergénérationnel sur l'environnement », Volet auprès des 15-25 ans, Opinion Way, mars 2023

GUERIN Serge, « Dérèglement climatique : une fracture générationnelle, vraiment ? » INSEEC, The Conversation, 6 décembre 2023

LACHANCE Jocelyn, « Tous les jeunes ne sont pas Greta Thunberg et ceux qui aspirent à l'être restent bien en peine », Université de Pau, The Conversation, 14 septembre 2023

MERCIER Arnaud, « Médias : les jeunes ont envie d'une information qui leur ressemble », The Conversation, Institut Français de la Presse et Université de Paris 2, dans le cadre de l'étude « Jeune(s) en France », 28 Novembre 2023

REVERSE Clémence, « Dans les campagnes, pourquoi les jeunes se détournent-ils des lieux publics », The Conversation, avec l'Université de Bordeaux, 5 octobre 2022

WAGNON Sylvain, « Quelle école dans un monde en surchauffe », Université de Montpellier, The Conversation, 6 Juillet 2023